

A propos du livre : *Insurgencia libertaria – Las Juventudes libertarias en la lucha contra el franquismo de Salvador Gurucharri y Tomás Ibañez**, deux textes :

- « De l'indignité de quelques anciens Jeunes libertaires ibériques » article signé par Oscar Borillo extrait du *Monde Libertaire* d'octobre 2010
- « De l'indignité du *Monde libertaire* à propos d'un citoyen au-dessus de tout soupçon » réponse de Gurucharri et de Tomás Ibañez, extrait d'Indymédia Nantes du 21 octobre 2010.

De l'indignité de quelques anciens Jeunes libertaires ibériques

Le mouvement libertaire espagnol a encore des plaies ouvertes. Sans remonter à la guerre d'Espagne, à la participation au gouvernement républicain et à la militarisation, les débats et polémiques ont toujours été présents. L'exil posa d'autres problèmes. Quelle stratégie devaient adopter les organisations du mouvement libertaire ? Quelle attitude conséquente pour continuer à exister des deux côtés des Pyrénées ? Le relatif « échec » de la CNT actuelle dans l'Espagne du XXI^e siècle a peut-être tranché. Le texte que nous vous présentons répond à des accusations portées vis-à-vis de militants des années 1960. Elles sont graves. *Le Monde libertaire* n'a pas vocation à s'impliquer dans des polémiques sur des faits qui se sont passés il y a cinquante ans. Pour autant, vous jugerez.

Le comité de rédaction du *Monde libertaire*

Le mouvement libertaire, sous toutes les latitudes, à différents moments de son histoire, a connu des affrontements internes d'intensité variable, liés à la nature des analyses des réalités sociales et économiques toujours changeantes, au choix des moyens pour les subvertir mais aussi à des rivalités de personnes quelque peu égolâtres. « Libertaire » est bien commode puisque le qualificatif recouvre l'anarchiste, individualiste ou fédéré, le communiste libertaire, l'anarcho-communiste, l'anarcho-syndicaliste, etc. Que les camarades qui lisent ces lignes pardonnent ce bref rappel qui a tout du truisme simpliste.

Il serait sûrement instructif d'identifier et de ranger en fonction de leur nature les arguments ou les invectives échangés lors de ces polémiques. Quoi qu'il en soit, le mouvement libertaire, par essence, place le libre débat au cœur de sa dynamique, de sa *praxis* diraient certains. Ce qui n'a pas exclu, il s'en faut – même si on peut le regretter –, les coups bas, les manipulations, l'exclusion douteuse. Il y a néanmoins des limites que ce mouvement n'a pas franchies. Cet « au-delà » du débat véhément a été et est occupé, traditionnellement, par la police au service du pouvoir en place, puis, au XX^e siècle, par le fascisme et le stalinisme. Le stalinisme y tient une place de premier choix. Les moyens mis en œuvre pour disqualifier l'adversaire ont été d'une brutalité et d'une bassesse extrêmes. La disparition dans un goulag, la liquidation physique d'un « opposant » n'ont jamais été que le prolongement d'une entreprise qui débutait par la fabrication de la figure de l'« ennemi du peuple », cet opposant au régime communiste qui, selon ce même régime, n'usait que de moyens toujours plus « vils ». À l'aune de l'imagination débridée des néfastes bureaucrates staliniens, « social-traître » n'a été qu'une aimable condamnation. Encore un rappel banal mais nécessaire.

Cette plongée dans le monde marécageux du mensonge sans limites, de l'indignité, de la falsification érigée en tactique n'est pas agréable. Tant s'en faut. Mais lorsque d'anciens militants en France des Jeunesses libertaires ibériques (FIJL) des années soixante s'y installent, il est indispensable de le relever et de s'y opposer véhémentement. Leur propos n'est pas, bien sûr, de liquider des « ennemis » déjà disparus. Mais il reste leur mémoire qu'il s'agit de salir. Dans un livre publié en Espagne ¹, Gurruchari et Ibañez racontent à leur façon l'histoire du Mouvement libertaire espagnol (MLE) en exil pendant cette décennie et, comme le titre l'indique, ils témoignent avant tout des activités de la FIJL. L'analyse critique approfondie de l'ouvrage est à venir. Mais, sans plus attendre, il est dans ce récit un point, livré presque en passant, dont la gravité n'échappera à personne : alors que les approches entre différentes tendances du MLE, en particulier entre les activistes des Jeunes libertaires (JL) et le courant majoritaire de l'anarcho-syndicalisme représenté par la CNTE (appelé le plus souvent par Gurruchari et Ibañez courant esgléiste ²), divergent de plus en plus, nos

auteurs accusent ce dernier d'avoir livré à la police française les informations concernant le réseau constitué autour de la FIJL !

Un bref rappel historique s'impose pour la clarté du propos. En 1961, le MLE réuni en congrès à Limoges réussit sa réunification après la longue période de division qui suivit la scission de 1945. À l'origine de cette séparation fratricide, le rapport à la « politique ». À gros traits, le courant largement majoritaire (appelé souvent « rue de Belfort » ou « esgléiste » comme indiqué plus haut) prône le retour aux fondamentaux de l'anarcho-syndicalisme et rejette sans appel l'épisode de la participation du Mouvement libertaire à la machinerie étatique pendant la guerre d'Espagne. Pour les « possibilistes », qui sont à l'origine de la scission, l'alliance politique et la participation aux instances gouvernementales de l'exil républicain constituent toujours des moyens d'action légitimes. Ce clivage se reproduit à « l'intérieur ». En 1961, en Espagne, après d'innombrables tentatives de réorganisation entreprises dès 1939, avec un succès certain jusqu'au début des années cinquante, la brutale répression qui a multiplié condamnations à mort, liquidations physiques et très longues peines d'incarcération a laminé le mouvement et annihilé son incidence socio-économique.

Lors de ce même congrès, un organisme d'un type nouveau, eu égard aux structures organisationnelles classiques du MLE, est créé : le DI (Défense intérieure). « Cette section est secrète et doit garder secrets les noms de ses composants ainsi que ce qui concerne son activité. » Y sont représentées les trois branches du mouvement : la CNT, la FAI (Fédération anarchiste ibérique) et la FIJL. Cette section secrète (qui ne le sera guère en réalité) convient particulièrement aux nouveaux jeunes activistes libertaires, dont celui qui va faire figure de « leader », O. Alberola, fraîchement arrivé du Mexique en compagnie de Garcia Oliver. Ce dernier, connu comme anarcho-bolchevique, qui a proposé en son temps la création d'un Parti ouvrier du travail (Pot), voit cette initiative d'un très bon œil et le conduit à sortir de son retrait organisationnel. Alberola, lui, a fait ses classes d'agitateur en soutenant activement au Mexique le mouvement fidéliste naissant.

Le DI est la structure de combat « armé » qui privilégie le recours à l'action violente à portée médiatico-symbolique (charges explosives, mitraillages, enlèvements) et doit préparer un attentat contre Franco. Il semble que l'exil réuni constate la difficulté à poursuivre son action traditionnelle d'aide clandestine à la reconstruction du mouvement anarcho-syndicaliste en Espagne (pourtant, en 1961, une nouvelle structure clandestine nationale s'est mise en place après quelques années de grand vide). Dès lors, il écoute les sirènes nouvelles qui exaltent le coup médiatique et l'aventure clandestine à la façon des « terroristes » socialistes-révolutionnaires mais en évitant de faire des victimes. Franco, la cible par excellence, mourra dans son lit et nous sommes ici tous d'accord pour le regretter. Par contre, ces mêmes néo-agitateurs d'alors écrivent maintenant l'histoire comme des stalinien.

Dès l'été 1962, une série d'actions de ce type est menée, en Espagne surtout. Elle sera très vite suivie d'une vague d'arrestations, toujours en Espagne, dont l'ampleur surprend encore nos auteurs. L'année 1963 va montrer combien l'effet politico-médiatique de ces actes symboliques est négligeable au regard du prix payé. Au terme d'une équipée – plus qu'une opération – destinée à préparer un attentat contre Franco, Delgado et Granado sont arrêtés à Madrid, condamnés à mort et très rapidement exécutés. En outre, la presse attribue leur action aux... communistes ! Pour évoquer cet épisode dramatique, nos auteurs usent et abusent des « malheureusement », « par malchance », « en principe ». Mais tenons-nous en là. Bien entendu, le bilan de ces actions n'est pas le même pour les différentes composantes du DI. Et les Jeunes libertaires accusent rapidement la tendance majoritaire cénétiste de faire obstruction, d'être ni plus ni moins la responsable des échecs.

Toute cette agitation n'a pas laissé indifférente la police française tant parce qu'elle ne peut que surveiller cet activisme de sensibilité anarchiste aux ramifications européennes, qui manipule armes et explosifs, que parce qu'un geste de bonne volonté à l'égard de l'Espagne franquiste sert les intérêts des futurs investisseurs français dans un pays qui décolle économiquement. Aussi, dès septembre 1963, un certain nombre de libertaires de la mouvance FIJL sont arrêtés. L'organisation elle-même est interdite peu après.

On remarquera en passant que les auteurs donnent comme date de l'interdiction le 15 octobre et le 4 novembre 1963. Et ici, en rapportant cet épisode presque cinquante ans après, nos auteurs, sans mollir, encore portés par une sorte de « haine » à l'égard du courant historique qui rassembla en exil le plus clair des militants et acteurs de la guerre et de la révolution espagnoles, n'hésitent pas à lui attribuer la paternité des informations recueillies par la police et consignées dans un document ³ où figurent les objectifs, les méthodes ainsi qu'une longue liste de noms des activistes du réseau à interroger et à perquisitionner.

« La précision et la portée des détails ont amené certains à penser qu'une main très haut placée dans les hautes sphères libertaires [sic] participa à la rédaction du document de la police française. Dans certains cas, le secteur cénétiste anti-DI a été mis directement en cause. On a aussi soupçonné certaines amitiés ou certains engagements envers le policier Tatareau (DST) chargé de la surveillance des réfugiés espagnols dans la zone de Toulouse/fronrière (Germinal Esgleas, Ramon Liarte, Si on poursuit cette piste, il est logique de ne pas trouver normal que parmi tant de détenus... ne figurait aucune personne de la tendance Esgleas et Federica Montseny ⁴. » Et un peu plus loin, Gurruchari et Ibañez, benoîtement, trouvent la raison qui explique un acte qu'habituellement on qualifie de félonie : « Il est possible que l'objectif de ces détentions n'était pas tant la neutralisation de militants de la FIJL [...] que de peser, dans une direction déterminée, sur les résultats de la confrontation des distinctes tendances qui s'affrontaient au sein du ML. »

Résumons : la tendance esgléiste n'a pas hésité à donner à la police un ensemble d'informations concernant la mouvance FIJL pour pouvoir l'emporter dans la bataille des tendances au sein du MLE, et en particulier à l'intérieur du DI. Cette esquivance de l'accusation frontale (mais comment prouver cette calomnie !) s'accompagne d'une pseudo-analyse qui prétend conforter la vraisemblance de la version. Ah la belle infection stalinienne ! Les mis en cause sont morts. Le temps passant, cette tendance, qui n'a jamais été que l'essentiel de l'exil anarcho-syndicaliste, est maintenant réduite à un tout petit nombre. Quelle que soit l'appréciation qu'on peut porter sur son activité après la réunification de 1961 – rigidités, erreurs mais aussi volonté de ne pas démissionner envers et contre tout, de participer au renouveau des idées libertaires dans le développement des nouvelles réalités espagnoles –, il est hors de question de laisser passer et de ne pas s'élever contre une telle indignité qui bafoue ces hommes au plus profond de ce qu'ont signifié leur vie et le mouvement qu'ils ont porté. Il n'y a pas si longtemps, nos deux faussaires, qui écrivent pour leur plus grande gloire et probablement pour l'histoire, auraient eu à s'expliquer, sévèrement. Il n'y a pas de raison que ça change.

Oscar Borillo

1. Salvador Gurruchari et Tomàs Ibañez, *Insurgencia libertaria Las Juventudes Libertarias en lucha contra el franquismo* (Agitation libertaire. Les Jeunesses libertaires en lutte contre le franquisme), Virus editorial, 2010.

2. Du nom du compañero Esглеas, appartenant à la tendance anarcho-syndicaliste majoritaire. L'organisation l'a plusieurs fois désigné pour occuper le Secrétariat intercontinental. On remarquera et regrettera qu'une fois de plus le recours à la personnalisation soit un artifice commode pour éviter l'essentiel : la CNTE dont il est question ici a été un vrai mouvement collectif qui ne saurait être réduit à quelques têtes. Ses choix ont été l'expression de sa volonté. Reconnaissons que Gurruchari et Ibañez n'utilisent pas l'expression de « clique esgléiste ».

3. Ce document reproduit dans l'ouvrage aurait été transmis de l'intérieur de la DRG (Direction des renseignements généraux) à un journaliste du *Canard enchaîné* qui l'aurait transmis à la FIJL.

4. Dans cette liste ne figurent ni Alberola, ni Guerrero Lucas – ce dernier a vite été soupçonné d'être un agent franquiste, ce qu'il nie actuellement, et nos auteurs, sans trop s'aventurer, semblent lui donner raison –, qui sont alors les organisateurs principaux et bien visibles des actions des « Jeunes libertaires ». Dans le livre, les explications à cette absence sont... rapides.

21.10.2010

De l'indignité du *Monde libertaire*

Ce n'est pas la première fois que la FA et ses annexes « Le Monde libertaire » et « Radio libertaire » dérapent dangereusement. On se souvient de la dérive populiste et islamophobe qui avait donné lieu à des débats animés dans Indymedia :

Aujourd'hui, ce sont des camarades de la lutte antifranquiste qui sont visés à travers un article particulièrement agressif et diffamatoire contre un livre qui vient de paraître sur les actions des Jeunesses libertaires ibériques contre la dictature espagnole dans les années 60 : « *Insurgencia libertaria – Las Juventudes libertarias en la lucha contra el franquismo* », par Salvador Gurruchari y Tomás Ibañez.

{« Cette plongée dans le monde marécageux du mensonge sans limites, de l'indignité, de la falsification érigée en tactique n'est pas agréable. Tant s'en faut. Mais lorsque d'anciens militants en France des Jeunesses libertaires ibériques (FIJL) des années soixante s'y installent, il est indispensable de le relever et de s'y opposer vigilement. Leur propos n'est pas, bien sûr, de liquider des « ennemis » déjà disparus. Mais il reste leur mémoire qu'il s'agit de saluer. Dans un livre publié en Espagne 1, Gurruchari et Ibañez racontent à leur façon l'histoire du Mouvement libertaire espagnol (MLE) en exil pendant cette décennie et, comme le titre l'indique, ils témoignent avant tout des activités de la FIJL. L'analyse critique approfondie de l'ouvrage est à venir. Mais, sans plus attendre, il est dans ce récit un point, livré presque en passant, dont la gravité n'échappera à personne : alors que les approches entre différentes tendances du MLE, en particulier entre les activistes des Jeunes libertaires (JL) et le courant majoritaire de l'anarcho-syndicalisme représenté par la CNTE (appelé le plus souvent par Gurruchari et Ibañez courant esgléiste 2), divergent de plus en plus, nos auteurs accusent ce dernier d'avoir livré à la police française les informations concernant le réseau constitué autour de la FIJL ! »}

On pourra lire la suite ici :

De l'indignité de quelques anciens Jeunes libertaires ibériques

<http://www.monde-libertaire.fr/international/item/13783>

Pourquoi cette virulence disproportionnée des pontes de la FA contre toute forme d'action directe ? 40 ans après, les appareils continuent à dénigrer l'« aventurisme » et l'irresponsabilité des jeunes ; on se rappelle l'attitude de la FA, qui a pris le train en marche en mai 68 après avoir viré ceux qui allaient être à l'initiative de ce mouvement. Aujourd'hui, elle soutient rétrospectivement les « puristes » de la CNTE d'alors, après diverses voltes faces selon la médiatisation du moment.

Il serait temps que les militants à la base se secouent et nous disent ce qu'ils pensent de ces pratiques.

Voici la réponse des intéressés :

{{À propos d'un citoyen au-dessus de tout soupçon}}

« Il n'y a pas si longtemps nos deux faussaires... auraient eu à s'expliquer sévèrement (sic). Il n'y a pas de raisons que ça change (sic). » La dernière phrase de la charge de Borillo contre notre livre (ML, n° 1606) est décidément trop belle pour que nous ne la reprenions pas en ouverture de nos commentaires. Alors, c'est dit : égoïstes, émules des pires procédés staliniens, faussaires de l'histoire, calomnieurs, pseudo-libertaires (le doute sur notre engagement libertaire est jeté dans l'intitulé même de la charge), nous serions, aux dires de l'accusateur, installés « dans le monde marécageux du mensonge sans limites, de l'indignité, de la falsification érigée en tactique ». Que Borillo juge bon de manier aussi profusément l'insulte, c'est son problème. Pour ce qui nous concerne, nous nous en voudrions de le suivre dans cette voie. La tâche étant manifestement inutile, nous ne souhaitons pas davantage polémiquer avec lui. Reste que, si le lecteur doit juger, comme l'indique le comité de rédaction du Monde libertaire tout en précisant qu'« il n'a pas vocation à s'impliquer » dans ce genre de polémiques, il faut bien qu'il le fasse en connaissance de cause et sur la base de points de vue contradictoires. D'où ces quelques précisions.

Pointons d'entrée de jeu que ce Germinal Esgleas, dont on nous reproche de salir vilement la mémoire, est le même personnage qui fut accusé, en d'autres temps et dans un document public fort virulent, de « s'être comporté comme n'importe quel bureaucrate stalinien ». Qui proféra ce jugement ? L'ensemble des groupes de la Fédération anarchiste de la région parisienne, réunis, le 6 mai 1966, avec d'autres groupes anarchistes – tels Noir et Rouge et la Liaison des étudiants anarchistes –, soit un total de 18 groupes, c'est-à-dire pratiquement toute la mouvance anarchiste parisienne de l'époque. Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette belle – et rare – unanimité était à l'exacte mesure de la forte indignation que suscita, alors, l'attitude de Germinal Esgleas. La cause en était scandaleusement simple. Rappel des faits : l'enlèvement, à Rome, le 30 avril 1966, de Monseigneur Ussía, représentant ecclésiastique de Franco auprès du Vatican – qui fut revendiqué à Madrid, le 1er mai, par un groupe anarchiste exigeant, en échange de sa liberté, la libération des prisonniers politiques en Espagne – avait suscité un fort enthousiasme au sein du mouvement anarchiste international. Or Le Monde daté du 4 mai se fit l'écho de « la condamnation » de l'enlèvement d'Ussía par le secrétaire général de la CNT en exil, Germinal Esgleas en personne, qui jugeait l'action « complètement négative ». Quelles raisons pouvaient bien motiver un tel empressement à condamner cette action et à s'en démarquer frileusement (« Nous n'y avons rien à voir ») ? Nous y reviendrons plus avant quand nous évoquerons l'hypothèse qui scandalise si fortement Borillo.

Ajoutons que le personnage dont on nous reproche de salir la mémoire fit l'énorme sacrifice militant d'être, de 1945 au début des années 1970, avec de rares périodes d'interruption, un permanent – toujours salarié, bien sûr – du Mouvement libertaire espagnol, soit comme secrétaire général de la CNT en exil (quatorze ans !), soit à d'autres fonctions. Précisons, par ailleurs, que les postes rémunérés étant rares et fort nombreux les militants capables de les occuper, il fallut que Germinal Esgleas fasse preuve d'un dévouement tout particulier pour supporter, seul et pendant si longtemps, le fardeau d'une bureaucratie qu'il aurait sans doute été égoïste de faire partager. Nous y reviendrons quand nous évoquerons l'hypothèse qui scandalise si fortement Borillo.

Disons, enfin, que le personnage dont on nous reproche de salir la mémoire était secrétaire général de la CNT en exil lorsque plus d'une centaine de militants de son organisation – dont certains, très prestigieux, manifestaient leur soutien aux jeunes de la FIJL – en furent expulsés. C'est encore lui qui était à la tête de la CNT en exil quand les fédérations locales les plus nombreuses de l'organisation – celles qui, telles Paris, Toulouse et bien d'autres, abandonnèrent le congrès de Montpellier (1965) pour marquer leur désaccord avec la direction « esgléiste » – en furent, par la suite, expulsées. Car, contrairement à ce que prétend

Borillo, ce conflit interne n'opposa pas simplement de jeunes activistes écervelés de la FIJL à la « prestigieuse » CNT en exil, mais une partie très importante de cette même CNT – et pas précisément son secteur « possibiliste » –, qui se regroupa plus tard autour du journal Frente Libertario, à la tendance représentée par Germinal Esgleas.

Retour arrière... En juin 1962, Defensa Interior (DI) ouvrit les hostilités : actions spectaculaires à base d'explosifs, campagnes médiatiques et préparation d'un attentat contre Franco. Dès lors, les autorités franquistes, qui espéraient sans doute que l'accord de création du DI restât lettre morte, manifestèrent de vives inquiétudes. La réponse policière fut trans-frontières : en Espagne, vague d'arrestations et, en France, interdiction, quelques mois plus tard, du journal de la FIJL. Germinal Esgleas, en désaccord avec la dynamique d'action directe enclenchée, cessa très vite de participer aux réunions du DI qui poursuivra ses actions quelques mois encore, jusqu'à l'exécution de Granados et Delgado, en août 1963. Cette brutale mise à mort avait valeur d'avertissement : les autorités franquistes étaient décidées à mettre tout en œuvre pour en finir avec les activités du DI et du secteur qui y était le plus fermement engagé, la FIJL.

Le 1er août 1963, des agents franquistes déposèrent une bombe au siège toulousain de la CNT en exil. Ce premier coup de semonce ne manqua pas d'inquiéter les responsables de l'organisation. Le 23 août, des militants de la FIJL furent arrêtés par la police française et, le 11 septembre, une centaine de militants se voyaient interpellés sur la base d'un long rapport des Renseignements Généraux – qui comportait, certes, des erreurs, mais était globalement très bien informé. Vingt et un militants furent finalement incarcérés. Corrigeons Borillo sur deux points : primo, Guerrero Lucas figurait bien dans ce rapport ; secundo, sans affirmer d'aucune manière que l'information fut transmise aux RG par quelqu'un de haut placé dans les instances de la CNT en exil, nous nous contentons simplement de rapporter que cette hypothèse fut examinée, à l'époque – parmi d'autres, bien sûr. Nous n'affirmons pas non plus, même si le bruit en avait couru, qu'Esgleas aurait fait des confidences au commissaire Tatareau – policier bon enfant, cordial, de gauche et anti-franquiste, selon lui –, mais que ledit commissaire, les oreilles bien ouvertes et l'œil aux aguets, fréquenta régulièrement, des années durant, le siège toulousain de la CNT en exil, glanant de-ci de-là quelques précieuses informations. Que ces hypothèses aient alors été prises en compte et examinées nous semblent d'autant moins étonnant que de nombreux facteurs confluaient pour pousser Esgleas à faire en sorte que fût évitée une situation conflictuelle avec les autorités françaises, qui pouvait menacer l'existence même des structures de la CNT en exil, autrement dit son maintien.

Faut-il y voir une raison à sa si rapide condamnation de l'enlèvement de Rome ? Ou encore le motif qui l'incita à boycotter le DI dès que celui-ci commença d'agir vraiment, en application des accords pris par l'organisation ? Est-ce encore pour cette raison qu'il revint à la direction de la CNT en exil, en octobre 1963, mettant pratiquement fin au DI, formellement dissous en 1965 ? Cette volonté de maintenir la CNT en exil à l'abri d'éventuelles repréailles n'avait-elle rien à voir, chez Esgleas, avec la simple peur de se retrouver soudain, et après une si longue carrière de permanent, privé d'émoluments « organiques » ? Nous ne le saurons évidemment jamais, mais, face à autant de facteurs convergents, il n'est pas interdit de se poser des questions. Si Borillo admet que nous ne portons pas d'accusation directe, il s'appuie sur un autre fait pour nous traiter de calomnieurs et de falsificateurs. Nous soutenons, en effet, que les mesures répressives – savamment ciblées – déployées par la police française renforcèrent, au sein de la CNT en exil, le secteur opposé au DI et, du même coup, favorisèrent le retour de Germinal Esgleas aux affaires, mettant ainsi un point final à l'activisme anti-franquiste d'action directe.

Voyons ce qu'il en est... En octobre 1963, la FIJL fut interdite et une partie de ses militants restèrent en prison jusqu'à la fin du mois de février 1964. Parallèlement, et pour la première fois de son histoire, la CNT en exil obtenait des autorités françaises l'autorisation de tenir, en ce même mois d'octobre 1963, son congrès à Toulouse. Enfin, le maintien en prison, aux côtés des jeunes de la FIJL, de militants cénétistes aussi influents que Cipriano Mera et José Pascual ne fut pas sans effet sur l'abstention de l'importante fédération locale de Paris lors de l'élection du secrétaire général.

Il est vrai que ce congrès fut un congrès de reprise en main : Germinal Esgleas redevint secrétaire général et il n'y eut plus un sou pour les activités du DI, dont la dissolution fut prononcée au congrès suivant. Il est encore vrai que les autorités françaises étaient favorables, et de loin, à un dénouement de ce type mettant fin aux tensions avec l'Espagne franquiste, qui savaient que les actions du DI partaient du territoire français. Est-ce faire preuve d'un machiavélisme excessif que de penser que les autorités françaises, et leur police, agirent et jouèrent leurs cartes pour favoriser ce dénouement ? Informées comme elles l'étaient des conflits que la ligne d'action directe anti-franquiste suscitait au sein du MLE, aura-t-on la naïveté de croire qu'elles pouvaient se contenter d'attendre, en mettant quelques activistes sous clef, que le MLE s'inclinât dans un sens ou dans un autre ? Est-ce calomnier que de penser cela, et de constater que, dans ce cas précis, les intérêts des autorités françaises et ceux de Germinal Esgleas étaient tout à fait convergents ? Devrions-nous taire cette évidente convergence d'intérêts pour ne pas semer le doute sur le parcours de ce personnage

que certains semblent encore considérer comme une icône intouchable ?

S'il existe une « indignité », elle n'est pas de notre fait, mais tient à la volonté, bien peu libertaire, d'entraver ou de censurer l'esprit critique. Qu'il soit d'accord ou non avec son contenu, et sauf à professer la mauvaise foi, quiconque lira notre livre conviendra aisément que l'exercice de notre esprit critique ne se borne pas à dénoncer les agissements de Germinal Esgleas, mais embrasse également nos propres activités de l'époque. Et puisque le comité de rédaction du ML parle du relatif échec de la CNT dans l'Espagne d'après Franco, disons-le pour finir : la responsabilité de cet échec – plus que relatif au regard de ce qui aurait pu être – n'est évidemment pas sans quelque corrélation avec le cours que le secteur esgléiste imprima à la CNT en exil.

Salvador Gurucharri et Tomás Ibañez

Organisme de lutte créé, en 1961, par les trois branches du Mouvement libertaire en exil, et dont Esgleas était l'un des sept membres !

Dont Salvador Gurucharri, l'un des auteurs de ce livre.

Nous pensons, en effet, que Guerrero Lucas ne travaillait pas, à cette époque, pour la police. C'est notre hypothèse, que d'autres ne partagent pas. En tout cas, pour des motifs sur lesquels nous revenons dans notre ouvrage, il avait été mis, dès l'été 1962, à l'écart du DI et de la FIJL. En revanche, il continua à collaborer, plusieurs années durant, avec la direction « esgléiste » de la CNT en exil, ce que Borillo ne peut pas ignorer.

Prise le 15 octobre, la mesure d'interdiction fut formellement notifiée à la FIJL le 4 novembre 1963. Notre livre n'est pas exempt d'erreurs, dont certaines ont déjà été relevées, mais, dans ce cas précis, c'est encore un point sur lequel il nous faut corriger Borillo qui avait cru mettre à jour une contradiction entre les deux dates.

La fédération locale de Toulouse était proche de la FIJL, mais la région de Toulouse, avec ses dizaines de petites fédérations locales, était un fief de Germinal Esgleas.

http://img10.hostingpics.net/pics/147065insurgencia_lib...a.jpg

Le RSS et le flux d'information vous permettent d'être informé-e de nouveaux commentaires postés sur des articles en particulier. Vous pouvez entrer les URL de ces liens dans des lecteurs RSS et vous serez informé-e chaque fois que quelqu'un publie un nouveau commentaire.

[hide help](#)

* *Une résurgence anarchiste – Les jeunesses libertaires dans la lutte contre le franquisme*, ouvrage édité en 2012 en langue française par les éditions Acratie.